



# IDÉES/

## Démographie scolaire: le mauvais calcul de Pap Ndiaye

Justifier la suppression de 1 500 postes par la baisse du nombre d'élèves est fallacieux. La politique de fermeture des classes ne résulte pas d'un choix mais d'une contrainte: le ministre va fermer des classes faute de professeurs.

**L**e ministre de l'Education prépare dès maintenant les parents et les professeurs à la mauvaise nouvelle de la rentrée 2023: 1500 classes seront fermées en raison de la baisse du nombre d'élèves. L'histoire récente de la statistique scolaire montre que l'argument du déclin démographique, convaincant par son bon sens apparent, est tout simplement fallacieux. Il faut d'abord préciser les dynamiques opposées des effectifs du second degré (collèges et lycées) et du premier degré. Dans les collèges et lycées, le nombre d'élèves a augmenté constamment depuis 2010. Selon les dernières statistiques ministérielles, en collège, pour accueillir près de 200 000 élèves supplémentaires, seulement 1 086 classes ont été ouvertes, si bien que le nombre de collégiens par classe

est passé de 24,3 en 2010 à 25,5 en 2021. Cette évolution place le collège français parmi les plus mauvais élèves de l'Union européenne en termes de nombre d'élèves par classe. Dans celle-ci, le nombre moyen de collégiens par classe est de 20,9. Dans le premier degré, la situation est différente. Les effectifs scolarisés ont atteint un pic de 6,8 millions d'écoliers en 2015 et n'ont cessé de baisser depuis (6,5 millions à la rentrée scolaire 2021). En six années, les effectifs ont diminué de 300 000 élèves soit une baisse de 4,5%. Cette baisse est sensiblement plus forte dans la capitale parisienne (- 15%). Elle est aussi importante dans les départements ruraux (Ariège, Mayenne...) et dans les départements dont le prix de l'immobilier est élevé tels que les Hauts-de-Seine. Ces baisses expliquent la fermeture de près

de 2700 écoles, de 2015 à 2021.

### La fin d'un cycle

Toutefois, de 2015 à 2021, parallèlement à la baisse sensible des effectifs du premier degré, 8 400 classes ont été ouvertes! Cette augmentation est liée à la politique de dédoublement des classes dans l'éducation prioritaire. Dans celle-ci, le nombre d'écoliers par classe est passé de près de 22 à moins de 13 en CP et en CE1. Cette politique a amélioré les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions d'enseignement des professeurs concernés. Plus globalement, dans le premier degré, le nombre d'élèves par classe est passé de 23,9 en 2015 à 22,2 en 2021. Malgré ces progrès, l'école primaire fait toujours partie des plus mauvais élèves de l'Union européenne. Dans celle-ci, le nombre moyen d'élèves par classe est de 19,3.





Pour atteindre cette moyenne, objectif a priori modeste pour la seconde économie européenne, il faudrait créer près de 44 000 classes supplémentaires!

Pourquoi Pap Ndiaye annonce-t-il la fermeture de 1500 classes et ne profite-t-il pas, comme Jean-Michel Blanquer, de la baisse des effectifs du primaire pour réduire davantage le nombre d'élèves par classe? Cette politique serait d'autant plus judicieuse qu'il existe un consensus scientifique sur son effet positif sur les apprentissages; effet d'autant plus nécessaire que les écoliers français ont des performances en dessous de la moyenne européenne et, de surcroît, en baisse. En fait, la politique de fermeture des classes de Pap Ndiaye ne résulte pas d'un choix mais d'une contrainte: le ministre va fermer des classes faute de professeurs. Le nombre d'admis aux concours a sensiblement baissé en 2022: plus de 4 000 postes n'ont pas été pourvus. Le recours à des contractuels censés être formés en une semaine, expédient déplorable qui pénalise surtout les établissements populaires peu attractifs, a connu un succès mitigé. Le recrutement 2023, avec peu d'inscrits au concours, s'annonce mal. La désaffection pour le métier d'enseignant a une cause bien identifiée: la réforme des concours du professorat décidée par l'ex-ministre Blanquer. Depuis 2022, les étudiants ne passent plus leur concours à la fin du master 1 mais du master 2. Cette réforme a transformé les professeurs stagiaires payés 1500 euros net par mois en étudiants de master 2 payés pour un tiers-temps avec un contrat de droit privé.

### Une pénurie programmée

Cette paupérisation de l'entrée dans le métier d'enseignant, tout

comme la réduction du nombre de postes à pourvoir, explique la pénurie d'enseignants. La perte d'attractivité du métier de professeur est aussi renforcée par des promesses de revalorisation salariale, présentées dès 2019, et toujours pas mises en œuvre en 2023 alors même que, au bout de 15 ans d'ancienneté, le salaire des professeurs de lycée est, en moyenne, 21% en dessous de la moyenne européenne.

Le ministre Pap Ndiaye n'a pas annoncé une nouvelle réforme de la formation des professeurs susceptible de relancer les vocations; les changements incessants des programmes alourdissent la charge de travail; le gel du point d'indice a réduit le pouvoir d'achat; les promesses salariales s'avèrent illusoire tant les augmentations promises sont conditionnées à des tâches supplémentaires. En raison de politiques inadaptées, toutes les conditions sont désormais réunies pour que l'école française, tout comme le secteur de la santé, s'enfonce dans une crise durable au détriment de l'avenir de la jeunesse et de la nation. ◀

**Dernier ouvrage paru:**  
*Parlons école en 30 questions,*  
 (La Documentation française).

Par  
**PIERRE MERLE**



DR

Professeur émérite de sociologie à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspe) de Bretagne

